

E-BULLETIN DE L'UIP

N°13 – 31 octobre 2012

L'UIP soutient les efforts internationaux pour restaurer un régime démocratique au Mali - Condamnant les violations graves des droits de l'homme perpétrées par des groupes armés rebelles dans le Nord du Mali, la 127^{ème} Assemblée de l'UIP, qui s'est conclue le 26 octobre à Québec au Canada, a adopté [une résolution d'urgence](#) en appui aux initiatives internationales visant à regagner le contrôle de la zone. Les membres de l'UIP ont condamné vivement les meurtres et les exactions à l'encontre de la population civile, en particulier les femmes et les enfants, ainsi que le pillage et les destructions sauvages de sites religieux et culturels du Mali inscrits au patrimoine mondial par les groupes islamiques armés qui ont pris le contrôle de plus des deux-tiers du territoire malien au début de cette année. La résolution exhorte le Mali à coopérer pleinement avec les forces internationales qui seront déployées, et se réjouit des engagements pris par la France, l'Union européenne et les Nations unies pour le rétablissement de la sécurité et de l'ordre constitutionnel au Mali. Elle enjoint aussi le gouvernement de transition du Mali à organiser des élections libres et démocratiques une fois l'ordre revenu.

Déclaration de Québec sur la citoyenneté, l'identité et la diversité linguistique et culturelle adoptée à la 127^{ème} Assemblée de l'UIP – [La déclaration](#), adoptée par les membres de l'UIP à l'issue d'une semaine de réunion à Québec au Canada, appelle les parlements à protéger la diversité et les droits de l'homme en tant que valeurs universelles, et à ratifier, adopter et mettre en œuvre des lois pour leur garantie. Elle réaffirme l'engagement de l'UIP en faveur de la liberté de pensée, d'opinion et d'expression tout en condamnant les intimidations et incitations à la haine, au racisme et à la violence. La déclaration couvre un grand nombre de domaines tels que la marginalisation des peuples autochtones, le problème des apatrides, la garantie d'une protection juridique et de voies de recours efficaces contre les discriminations ainsi que la nécessité d'adopter des mesures spéciales pour ouvrir la voie à la pleine participation des femmes en politique et en matière de gouvernance.

Mission des droits de l'homme de l'UIP aux Maldives et en Turquie – Des membres du Comité de l'UIP des droits de l'homme des parlementaires se rendront prochainement en mission d'enquête aux Maldives et en Turquie pour tenter une nouvelle fois de résoudre des cas de violations des droits de l'homme de parlementaires dans ces pays. [La décision](#) a été prise par le Comité au cours de la 127^{ème} Assemblée de l'UIP la semaine dernière à Québec, les dates exactes des missions restant à définir. Le Comité enquête actuellement sur le cas de 19 parlementaires de l'opposition aux Maldives se disant victimes de violence excessive, arrestations arbitraires et poursuites pénales fondées sur des motifs politiques. En Turquie, le Comité s'attachera à résoudre le cas de neuf parlementaires, dont six kurdes, emprisonnés pour leur prétendue appartenance à des organisations conspirant à renverser le parti au pouvoir ou pour leur prétendue participation à des complots de coup d'état.

Résolutions du Comité des droits de l'homme portant sur des pays à travers le monde – Trente-sept cas concernant 135 parlementaires de 21 pays différents ont été examinés par le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP, qui s'est réuni au cours de la 127^{ème} Assemblée de l'organisation. [Des résolutions ont été adoptées pour 20 de ces cas](#), dont celui de Diomi Ndongala, un parlementaire de la République démocratique du Congo

(RDC). Ndongala a été arrêté arbitrairement au mois de juin de cette année alors qu'il devait assister à la signature de la charte d'un nouveau parti d'opposition. Il prétend avoir été détenu au secret par des agents du renseignement pendant près de quatre mois, avant de réapparaître mi-octobre dans un état nécessitant des soins médicaux d'urgence. Les autorités ont rejeté ses déclarations. L'UIP appelle les autorités de la RDC à mener une enquête indépendante dans cette affaire. Sur une note plus positive, deux cas de droits de l'homme au Tchad et au Cambodge ont été résolus. L'UIP se réjouit aussi de la libération de 18 membres du Conseil législatif palestinien qui étaient en détention administrative, au cours des derniers mois, et espère que cinq autres parlementaires palestiniens toujours en détention seront également libérés.

Ambitieux Plan d'action pour la parité au Parlement – Les membres de l'UIP ont adopté un [plan d'action](#) détaillé sur des parlements sensibles au genre, pour changer radicalement la manière dont les institutions nationales se préoccupent de l'égalité des sexes. Ce plan d'action de grande envergure, qui résulte lui aussi de la 127^{ème} Assemblée de l'UIP, ne se contente pas d'évoquer les mesures volontaristes à prendre pour promouvoir l'accès des femmes au Parlement, mais préconise en outre la parité dans les rangs et les instances dirigeantes du Parlement ; des cadres législatifs adéquats ; l'amélioration des infrastructures et la mise en place d'une culture propice à l'égalité hommes-femmes au sein des parlements ainsi que la nécessité pour les partis politiques de s'engager dans ce domaine. Il met en avant l'intérêt de mesures particulières pour s'assurer que les partis politiques sélectionnent davantage de candidates à des sièges « gagnables » ; la modification des lois électorales et de la constitution pour réserver des sièges aux femmes, et l'adoption, la mise à jour et l'application de lois sur l'égalité des sexes. Un tel pas en avant transformerait non seulement les parlements, mais bien la société toute entière. Dans une démarche visant à modifier de la même manière le fonctionnement ancestral des parlements et à aider les membres et employées des parlements à établir un équilibre entre le temps consacré au travail et celui dédié à la famille, le plan d'action appelle les parlements à revoir les horaires de réunion afin que les parlementaires puissent passer davantage de temps en famille.

Le Parlement du Royaume-Uni accueille une Conférence parlementaire internationale sur l'égalité des sexes en politique – Des parlementaires issus de plus de 60 pays se réuniront à Londres au Royaume-Uni, pour aborder des questions fondamentales sur la participation des femmes à la vie politique. Cette [conférence](#) organisée conjointement par le Groupe britannique de l'Union interparlementaire et l'Association parlementaire du Commonwealth, se tiendra du 6 au 8 novembre. Elle s'intéressera particulièrement à la représentation des femmes au Parlement ; au rôle des parlementaires dans l'établissement de la démocratie représentative ; à l'égalité des sexes dans la loi et à l'autonomisation économique des femmes. La conférence entendra des témoignages et études de cas provenant de pays à travers le monde et offrira une occasion pour les parlementaires de renforcer leurs capacités en matière de promotion de l'égalité hommes-femmes au sein des commissions parlementaires, dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Nous invitons tous les parlementaires s'intéressant aux questions de genre au Parlement à s'inscrire au Groupe de référence parlementaire sur les questions de genre (lien: <https://agora.trustedarea.net>).